

Pour Philippe Jeanloz, résident de Chavannes-près-Renens et membre du collectif Sauvons Chavannes, «le projet de l'Office fédéral des routes est incompatible avec les impératifs climatiques». Sa solution: requalifier la bretelle autoroutière en boulevard urbain, avec une limitation à 60 km/h. Selon le collectif, cette alternative permettrait de désengorger le trafic à Crissier, sans porter atteinte à la qualité de vie des Chavannois.

Paradoxe dénoncé

Après une série de discours, dont celui du Prix Nobel Jacques Dubochet, les manifestants entament une marche qui retrace la future jonction. L'ambiance est pacifique et amicale, beaucoup d'entre eux se connaissent. Mais les revendications n'en demeurent pas moins solides.

«L'avenir est à la mobilité douce, pas à la voiture, assure un retraité en élevant son panneau. J'ai une auto, mais je ne l'utilise qu'en dernier recours.» Frédéric, cycliste quadragénaire, va plus loin: «Je pense qu'en 2019 c'est totalement dépassé de renforcer les axes autoroutiers.»

Si les oppositions à ce projet sont diverses, allant du bruit à l'impact sur le climat, beaucoup dénoncent le paradoxe entre promesses politiques et faits. «C'est un gros mensonge qu'on nous balance en pleine figure. Le Canton ne peut déclarer l'urgence climatique et soutenir un projet comme celui-ci», s'alarme une membre du mouvement écologiste Extinction Rebellion.



«Chavannes, tu dors, la jonction c'est dehors», «Oui à la verdure, non à la voiture» résonnent parmi la foule, parfois sous les yeux médusés d'habitants et de commerçants. Arrivés sur une colline surplombant l'autoroute, les manifestants y font une halte et brandissent vélos et banderoles. «Libérez-vous de vos voitures», scandent certains. Cette marche aura-t-elle un impact? Les marcheurs restent optimistes. «Je suis persuadé que nous avons une marge de manœuvre, sourit Bertrand de Rham, du collectif Sauvons Chavannes. Que les politiciens l'entendent, c'est une autre histoire.»

Philippe Jeanloz considère que «mettre la pression est un bon moyen de faire comprendre aux autorités que les revendications sont sérieuses». Prochaine étape: remettre au Canton la pétition exigeant un boulevard urbain, dans le courant du mois de juin.